

RWANDA 1994

Clés pour comprendre le calvaire d'un peuple

Comment le Rwanda, ce pays d'Afrique centrale longtemps cité comme un modèle de développement, en est-il arrivé à une des guerres civiles les plus meurtrières de notre époque, avec mise en œuvre préméditée et systématique de massacres à caractère génocidaire ? Telle est la question que l'auteur se pose dans ce livre destiné principalement à un public non averti des problèmes socio-politiques de la région des Grands Lacs. Il retient de l'histoire ancienne et récente ce qui est strictement nécessaire pour comprendre les événements dramatiques de 1994, et montre comment ceux-ci prennent leur ancrage dans une évolution politique tourmentée, mais aussi dans une stratification sociale et une psychologie collective qui remontent au-delà de la période coloniale. En particulier, la question des ethnies se pose au Rwanda d'une façon bien à part : elle forme dans ce pays comme l'arrière-plan obligé de tout conflit au plan social ou politique, ce qui explique qu'elle soit rarement abordée sans passion et sans parti pris.



Pierre Erny est né en 1933. Il a enseigné au Burkina Faso, au Congo, au Zaïre et au Rwanda. Il est actuellement professeur d'ethnologie à l'Université des Sciences Humaines de Strasbourg, spécialisé en anthropologie religieuse et en ethnologie de l'éducation.

En couverture : dessin de Marie-Claire ERNY.



9 782738 429841

ISBN : 2-7384-2984-X

Pierre Erny

Clés pour comprendre le calvaire d'un peuple



Pierre Erny
RWANDA 1994

© COULET, IMPRIMEUR S.A.

L'Harmattan

AN 52

167A-98-41-1
Exc. DNS2
rendue en 20/11/2002

VIII.

Des inyenzi au Front patriotique

A. LES INYENZI OU LA PROTOHISTOIRE DU FPR

Quand au terme de la période troublée allant de 1959 à 1961 un régime républicain, largement dominé par le parti hutu de Grégoire Kayibanda, qui représentait l'immense majorité de la population, fut instauré au Rwanda à la place de l'ancienne monarchie, les hauts dirigeants tutsis, rassemblés dans le parti UNAR, prirent pour la plupart le chemin de l'exil à la suite du roi, le *mwami* Kigeri. Certains membres du RADER les rejoignirent par la suite quand ils constatèrent que la lutte politique par des voies démocratiques était devenue vaine pour eux à l'intérieur même du pays. A aucun moment, depuis lors, ces émigrés n'ont renoncé à l'idée de reprendre un jour le pouvoir.

Dans un premier temps, ils organisèrent une campagne de dénigrement systématique contre les nouvelles autorités et la tutelle belge, les accusant des plus graves méfaits. Ils réussirent à influencer les résolutions de l'ONU, mais non à retourner la situation intérieure du pays. C'est alors que commencèrent de sanglants raids terroristes nocturnes, dont les auteurs furent surnommés *inyenzi* ("cancrelats"), dans le but de déstabiliser le nouveau régime encore inexpérimenté. Pour les contrer, des barrages furent installés sur les routes et la population mise en état d'alerte et d'autodéfense. Déjà... Des réactions populaires incontrôlables s'en prirent aux Tutsis restés au pays, souvent de petits paysans comme les Hutus, accusés de complicité avec les tueurs venus de l'extérieur. Se défoulaient ainsi de vieux ressentiments. Il n'est pourtant pas impossible que les autorités elles-mêmes

aient suscité en sous-main de telles vexations afin que les Tutsis restés sur place fassent pression sur les émigrés. C'est ainsi que l'on a vu le parti UNAR condamner en mai 1962 le "déviacionnisme" de ses propres membres à l'étranger. Ceux-ci y formèrent un gouvernement en exil, soutenu politiquement et financièrement - vu son caractère "révolutionnaire"! - par des pays d'Europe de l'Est et par la Chine populaire... Des collectes furent organisées parmi les sympathisants et des organisations humanitaires aidèrent ces réfugiés, sans voir les sommes qui passaient en achats d'armes.

Au Rwanda même, une fois la crise apaisée, des postes ministériels et administratifs furent concédés à des Tutsis, du moins pour quelque temps. Les réfugiés qui le souhaitaient purent être partiellement réintégrés, soit dans leurs terres, soit dans des "paysannats" quand leur retour ne s'avérait pas possible ou n'était pas souhaitable du fait d'anciennes inimitiés. Dans certaines communes, on alla jusqu'à reconstruire leurs maisons. Dans les paysannats de Nyamata et de Rukumberi on mit à leur disposition des terres, des habitations et une aide alimentaire. Mais l'UNAR leur donna pour consigne de ne pas cultiver pour se tenir prêts au combat. Les plantations de ceux qui ne respectaient pas la consigne étaient détruites durant la nuit. Cela amena même le Haut Commissariat aux Réfugiés à couper son aide alimentaire ou à menacer de le faire partout où les émigrés avaient adopté cette stratégie de l'inactivité délibérée, en Ouganda, en Tanzanie, au Burundi et au Kivu.

Durant le seul mois d'avril 1962, quinze attentats furent perpétrés à partir des camps d'Ouganda, ce qui amena les autorités de ce pays à interdire la mouvement *inyenzi*, à scinder ces camps et à les éloigner de la frontière. On en fit de même en Tanzanie. Certains terroristes furent livrés à la justice rwandaise.

En juillet 1962, des groupes d'*inyenzi* s'établirent dans les forêts du Nord, dans la région des volcans (déjà !); d'autres s'infiltrèrent à partir de l'Ouganda et de la Tanzanie. Mais leur tentative put être contrecarrée et le gouvernement ougandais dirigé par le président Oboté réagit vivement pour empêcher que son pays ne devînt une base pour terroristes. Le *mwami* Kigeri, qui s'était lié au roi (*kabaka*) du Buganda,

fut sommé de quitter Kampala, et une organisation de la jeunesse rwandaise qui servait de couverture fut interdite.

Le 14 novembre 1963, un fort contingent d'exilés chercha à entrer au Rwanda à partir du Burundi, mais fut arrêté sur ordre du gouvernement de ce pays après que des ambassades étrangères et le HCR aient exercé des pressions sur lui. Le 20 décembre, l'opération se reproduisit avec le concours de rebelles congolais, mais les envahisseurs fortement armés perdirent un temps précieux à fêter leur retour avec les réfugiés de Nyamata et purent être refoulés à la hauteur de Kigali. D'autres tentatives purent être stoppées dans le Nord et à Cyangugu, car tout un ensemble d'incursions-éclair devaient converger vers la capitale, un plan qui échoua.

Tout au long de ces événements, l'UNAR déclencha une intense guerre psychologique pour créer la panique dans le pays par de faux bruits : on annonçait par exemple la victoire des *inyenzi* et la restauration de la monarchie. Le résultat en fut que des Tutsis furent massacrés par la population hutue, ce qui permit à ce parti de crier au génocide dans le monde entier. La radio du Burundi répandit des récits d'horreur et les journaux à sensation s'en firent l'écho sans en vérifier ni les sources ni le contenu. Mais l'envoyé spécial de l'ONU lava les autorités rwandaises des accusations formulées contre elles, et après enquête démentit les chiffres énormes de victimes avancés par les rebelles : en un lieu où l'on prétendait qu'il y avait eu 8000 tués, il y en eut effectivement 7.

C'est dans ce contexte de crise que le commandement de l'armée fut confié à un jeune officier, le lieutenant Juvénal Habyarimana. Quant au *mwami* Kigeri, il fut accueilli en Chine, où des *inyenzi* recevaient un entraînement "spécial" et d'où provenaient en grande partie les fonds nécessaires ; puis, refoulé d'Ouganda et de Tanzanie, il s'établit à Nairobi. Le Burundi servit encore à plusieurs reprises de base de départ à des incursions parfois importantes d'*inyenzi*, en particulier en 1966. Mais, peu à peu, le *mwami* cessa de jouer un rôle décisif et semble avoir été abandonné par les fidèles de l'UNAR eux-mêmes.

Le 28 novembre 1966, le *mwami* du Burundi fut à son tour renversé et le pouvoir passa aux mains du capitaine Micombero. Au Rwanda on s'en est réjoui un peu trop vite,

car cette "révolution" n'était en réalité qu'un putsch qui ne modifia pas en profondeur la structure socio-politique du pays. Le régime militaire allait être pour des années entre les mains d'un sous-groupe tutsi méprisé par les autres, les Bahima. Si dans l'immédiat les *inyenzi* perdirent les bases arrière qu'ils avaient dans ce pays, le Burundi restait sous mouvance tutsie avec la logique qui était la sienne.

On situe en général entre dix et vingt mille le nombre de Tutsis qui ont péri pendant la Révolution et dans les années qui la suivirent.

B. LE FRONT PATRIOTIQUE ET LA GUERRE DES INKOTANYI

Le 1er octobre 1990, peu après la visite du pape qui avait permis bien des infiltrations, des réfugiés en armes, équipés de matériel militaire ougandais moyennement lourd, revêtus d'uniformes ougandais, ont subitement cherché à envahir le Nord du Rwanda à partir de l'Ouganda pendant que les présidents Habyarimana et Museveni étaient aux États-Unis à une réunion de l'UNICEF sur les problèmes de l'enfance dans le Tiers-Monde. Sous le nom de Front Patriotique Rwandais, ils se présentaient comme un mouvement très structuré, aux nombreuses ramifications internationales (certains parlent d'un *International Tutsi Party*), et pourtant mal connu malgré dix ans d'activité militante. Au Rwanda même, on y voyait un avatar du mouvement *inyenzi* et on le présentait comme "la branche armée des réfugiés rwandais féodo-revanchards". Mais lui-même se définissait comme une organisation démocratique et populaire, prétendant parler au nom de tous les Rwandais.

Les Rwandais en Ouganda

Dans l'Ouganda voisin, le émigrés ont connu des situations très variables selon les régimes en place, mais leur sort a souvent été difficile. Le premier régime Obote s'est montré ferme contre les menées des monarchistes, comme nous l'avons vu. Quant à Idi Amin Dada, il avait des rapports orageux avec le gouvernement de Kigali, accusé de collusion avec Israël. Il poursuivit les réfugiés tutsis, puis les employa

comme tortionnaires dans un organisme de "sécurité", célèbre pour sa cruauté.

Les jeunes Rwandais furent souvent favorisés par rapport aux Ougandais du fait qu'en tant que réfugiés ils bénéficiaient de bourses des Nations-Unies leur permettant de faire des études soit à l'Université de Makerere, une des plus anciennes et prestigieuses d'Afrique, soit à l'étranger. Mais politiquement ils ne parvenaient pas à se situer au milieu des contradictions qui pesaient sur eux. Tout tendait à faire d'eux des "désespérés actifs" selon l'expression de G. Prunier (p. 29).

Celui qui apparaissait en 1990 au moment de l'attaque comme l'animateur principal du FPR, le "commandant" Fred Rwigyema, a puissamment aidé dans sa guérilla l'actuel président ougandais Yoveri Museveni. Ce dernier était un Hima originaire de l'Ankole, donc proche des Tutsis, sa mère serait une Tutsie rwandaise et la propagande du régime Obote le présentait comme Rwandais pour le discréditer. Rwigyema avait commencé à vingt ans, avec Paul Kagamé, à être volontaire au mouvement FRONASA, la milice créée par Museveni, puis il a suivi son chef en exil en Tanzanie. Les deux amis ne se ressemblaient guère : autant le "commandant Fred" était ouvertement dynamique et populaire, jouissant d'un réel charisme personnel, autant Kagamé, un peu plus âgé, était secret et renfermé. Il leur arrivait de fréquenter les milieux de la Rwandese Alliance for National Unity (RANU) à Kampala, qui s'occupait des problèmes sociaux des réfugiés, mais revendiquait aussi un retour au pays dans un climat de persécution épisodique. En 1981, les deux se trouvaient aux côtés de Museveni quand celui-ci se lança dans la guérilla contre le régime Obote qui allait le conduire au pouvoir en février 1986. Sur les 14000 combattants de la National Resistance Army, on comptait 3000 Rwandais, excédés par les traitements qu'on leur faisait subir et n'ayant plus rien à perdre.

"Pour un certain nombre des cadres (de la RANU), la question était entendue : ils étaient des étrangers en Ouganda et partout ailleurs dans le monde et ils utiliseraient leur présence dans la National Resistance Army pour rentrer un jour au Rwanda par la force. Mais pour ces jeunes passés à travers la tourmente ougandaise, engagés au sein d'une guérilla dont l'idéologie était encore à l'époque assez

largement maoïste, le monarchisme des vieux *inyenzi* années 60 apparaissait comme un anachronisme ridicule. Le lecture de la presse d'émigration montre d'ailleurs à quel point, même à l'époque, les exilés vivaient encore dans un monde de nostalgie irréaliste" (G. Prunier, p. 30).

En décembre 1987, lors d'un congrès tenu en Ouganda, la RANU se transforma en Rwandese Patriotic Front (RPF/FPR). L'arrivée de sympathisants communistes comme Tito Rutaremara contribua à infléchir l'idéologie de ce groupe numériquement réduit, mais aguerris.

Une fois arrivé au pouvoir, Museveni a pris Rwigyema (qui n'avait pas adhéré formellement au FPR) comme bras droit, chef d'état-major et vice-ministre de la Défense. Celui-ci se disait Ougandais et rendit de grands services au nouveau président dans sa lutte contre des rébellions dans le Nord du pays.

L'idylle fut cependant de courte durée. En récompense pour leurs loyaux services, les Rwandais eurent facilement accès à l'appareil d'État et aux entreprises para-publiques. Mieux : dès 1988, les gens du FPR noyautèrent systématiquement les rouages les plus décisifs de l'armée ougandaise : service informatique, Sécurité militaire (le domaine de choix de Paul Kagamé), police militaire, services de santé, services de recrutement et d'entraînement, garde présidentielle. Ces succès attirèrent de partout des opportunistes de la diaspora vers Kampala. Mais on peut facilement imaginer que cet activisme envahissant ne leur suscitait pas que des amis parmi les Baganda : certains Tutsis ne se croyaient-ils pas déjà au pouvoir, le proclamant haut et fort ? G. Prunier a pu parler d'un véritable climat de "maffia rwandaise" (p. 32). Il y eut aussi des complots à l'intérieur même du FPR : en 1986, un groupe de jeunes membres décida d'organiser immédiatement une action militaire contre le Rwanda, un projet qui échoua du fait de son impatience maladresse. Museveni fut amené à sévir.

Pour ne pas irriter les Baganda, celui-ci tarda à accorder aux Rwandais qui avaient combattu pour lui la citoyenneté ougandaise comme il l'avait promis, ce qui fut perçu comme de l'ingratitude, voire comme un refus d'intégration et un rejet.

"Parallèlement à ce désappointement, les vétérans banyarwanda idéalisaient fortement leur patrie inconnue.

Mal à l'aise en Ouganda, ils se persuadaient que la vie serait meilleure et plus facile au Rwanda. Les problèmes économiques du pays et notamment la question de la surpopulation étaient rejetés comme une simple propagande du régime Habyarimana. De plus, dynamisés par la nouvelle orientation moderniste du FPR qui calquait fidèlement son programme et ses thèmes de propagande sur le National Resistance Movement (NRM) ougandais, ils avaient tendance à projeter sans nuance leur expérience des années de guérilla en Ouganda sur la situation rwandaise selon l'équation simpliste FPR=NRM et Habyarimana=Obote. Ce qui, entre le souvenir de leur récente victoire et le climat de marxisme simplifié où baignait le régime de Kampala à l'époque, leur donnait le sentiment d'avoir pour eux le sens de l'histoire. Dans ce climat, il devenait de plus en plus difficile aux cadres du Front de "tenir" leurs hommes" (G. Prunier, p. 32).

Quand Museveni entama des négociations avec les rebelles du Nord de l'Ouganda, ceux-ci exigèrent unanimement qu'avant tout accord l'armée, qui avait pris des dimensions considérables, soit "dé-rwandisée". Fred Rwigyema était tout spécialement visé, et dut être limogé, sans doute avec les honneurs dus à un général, mais aussi dans l'amertume. La confirmation venait une fois de plus que pour le Rwandais même le plus désireux de s'intégrer il n'y avait pas vraiment de place en Ouganda. On comprend qu'il ait pu subsister toutes sortes de connivences entre les deux hommes que tant de choses liaient. L'important, ici, c'est que Rwigyema se soit ainsi trouvé libéré pour d'autres aventures et pouvait mettre son expérience au service du FPR duquel il se rapprocha.

D'autre part, au sein du Front, il y eut évidemment plusieurs sensibilités et plusieurs tendances. Quand les plus radicaux s'aperçurent que le gouvernement de Kigali engageait un processus démocratique en direction du multipartisme et acceptait un retour contrôlé des réfugiés au pays, ils perçurent cette évolution comme un danger mortel pour leur cause, puisqu'elle leur enlevait leurs principaux arguments et risquait d'édulcorer le mordant psychologique de leurs motivations. Ils poussèrent donc à un passage à l'acte rapide, afin de maintenir à un haut niveau le caractère "révolutionnaire" du mouvement et d'éviter toute

compromission avec les politiciens de l'opposition interne considérés comme des réformistes corrompus. On savait aussi que Museveni, handicapé par la chute des cours du café, souhaitait ne pas se mettre la France à dos. Tout ce contexte d'exaltation guerrière, d'aguerrissement réel, de surchauffe idéologique simpliste, de crainte d'être pris de court ou de voir les motivations s'effilocher, explique que le Front n'ait pu psychologiquement retarder plus longtemps l'attaque dans le Nord du Rwanda.

Les rebelles ont pris le nom de *inkotanyi*, "les combattants acharnés", "les lutteurs", "les bagarreurs", "les champions d'une cause". Dans l'histoire ce nom évoque celui donné par un *mwami* du siècle dernier à une barque au moment où il partait à la reconquête de l'île d'Idjwi, ce qui n'était pas sans conférer au mouvement une connotation monarchiste que par ailleurs il cherchait à éviter, et qui de fait ne correspondait pas à son orientation.

Qui étaient ces "combattants" ?

Bien entendu, il y avait d'abord les fils des émigrés tutsis des années 60 qui, ayant grandi pour la plupart dans des pays anglophones, n'avaient eu de contacts avec le Rwanda que par le rêve et ne parlaient pas français. Il y eut ensuite tous ceux qui au fil des années quittèrent un pays jugé invivable pour eux, et qui étaient restés plus proches des réalités. Comme l'écrit G. Prunier :

"Dans leur immense majorité, les exilés ne connaissaient plus grand chose du Rwanda qu'ils avaient quitté dans leur enfance ou leur jeunesse et qui avait évolué sans eux. Ensuite, ils vivaient leur situation comme une sorte de monstrueux rejet. D'où une divergence radicale de la mémoire avec leurs "compatriotes" restés au pays ; l'événement fondateur du Rwanda contemporain, la "glorieuse révolution de 1959", était pour eux un souvenir d'horreur et de massacres. En un certain sens, en réclamant leur droit au retour, ils cherchaient à nier cette affreuse rupture, à nier la haine dont ils avaient été (étaient ?) l'objet, à retrouver le jardin d'Eden dont ils partageaient somme toute le mythe (mais selon des vecteurs historiques absolument opposés) avec leurs "frères" hutu demeurés au Rwanda. Le régime rwandais exaltait l'histoire passée (glorieuse) et niait

sa possible remise en cause au présent (révisionnisme diabolique), tandis que les réfugiés cherchaient à refuser le passé au nom d'un futur "démocratique" dépassant les vieux clivages ethniques. Pour aboutir à une justification d'une éventuelle action armée contre le Rwanda, le régime du président Habyarimana (tyran somme toute relativement modéré si l'on prend comme critère les pratiques contemporaines des États voisins) était diabolisé et présenté comme un fascisme tropical selon un parti pris tout aussi exagéré que les louanges de ses thuriféraires" (p. 29).

L'auteur montre qu'après les années 60, avec l'échec des tentatives *inyenzi*, la diaspora tutsie s'était éparpillée dans les pays voisins, en Europe et en Amérique. Impuissante au plan des armes, déconnectée de la réalité rwandaise, elle se réfugiait dans la nostalgie culturelle. Des groupes folkloriques se créèrent en Belgique, en Allemagne, au Canada, aux USA, au Kenya, au Burundi, au Sénégal, au Bénin, au Congo, etc. Une presse très polémique vit le jour :

- *Impuruza* (nom d'un tambour de guerre) en Californie,
- *Muhabura* ("le phare", nom d'un des grands volcans) et *Huguka* ("attention !") au Burundi,
- *Ukoloni Mambo Leo* ("les nouvelles de l'émigration") à Dar-es-Salaam
- *The Alliancer*, organe à Kampala de la RANU,
- etc.

Si le FPR était ainsi essentiellement composé de Tutsis, fils d'émigrés, le plus souvent anglophones, il fut rejoint par quelques Hutus isolés en rupture avec le régime Habyarimana ; il suscitait aussi des sympathies au pays même, ce qui conduisit à la création d'une trentaine de cellules clandestines dans divers milieux. Parmi les ralliés il faut compter en premier lieu le président du mouvement depuis 1992, Alexis Kanyarengwé, dont nous avons déjà parlé à propos des événements de 1973 : ministre de l'Intérieur sous Habyarimana de 1973 à 1981 et forte personnalité, il se réfugia en Tanzanie par crainte d'être arrêté après une conspiration manquée ; c'est là que les gens du FPR l'invitèrent à se joindre à eux. Mais même comme président on ne lui a jamais accordé de véritable pouvoir. Il faut citer aussi Pasteur Bizimungu (et non "le pasteur", comme on le voit écrit souvent d'une façon qui n'est pas

forcément innocente : un pasteur n'inspire-t-il pas confiance ?); technocrate, ancien directeur de la société Electrogaz, originaire de la même région que le président Habyarimana, il s'était heurté au proche entourage de ce dernier et quitta le Rwanda peu avant l'attaque avec, dit-on, d'importants fonds de l'entreprise ; il fut investi par le FPR de fonctions diplomatiques. Mais lui aussi aurait été impliqué dans la chasse aux Tutsis en 1972-73. Lors de l'attaque surprise de Ruhengeri en janvier 1991, les rebelles s'emparèrent de la prison et libérèrent un millier de détenus. Ils intégrèrent dans leurs rangs le major Théoneste Lizinde, ancien tortionnaire pourchasseur de Tutsis et conspirateur contre Habyarimana. Il faut signaler aussi Silas Majyambere, ex-président de la Chambre de commerce et d'industrie, très proche d'Habyarimana, qui fut éliminé de son poste en 1988 pour détournements de fonds à la suite de différends "commerciaux" avec des membres de l'akazu, la "petite maison" présidentielle ; son frère, sa belle-sœur et son neveu ont été exécutés par les forces de sécurité, et il soutint le FPR depuis son exil en Europe. Ces quelques Hutus étaient mis en avant pour servir de preuve et de caution de l'ouverture et du caractère "multiethnique" du FPR.

Si la complicité ougandaise est évidente, bien que démentie, celle du Burundi ne l'est pas moins. Le FPR y a recruté librement des jeunes dans les établissements scolaires (y compris sous la menace), y a organisé des camps d'entraînement, etc. On rapporte que le ministre des Affaires étrangères C. Mbonimpa apostropha un jour un représentant tutsi lors d'une conférence sur les réfugiés en disant : "Qu'attendent les Tutsis pour reprendre le pouvoir au Rwanda ? Trente ans d'exil ne leur suffisent-ils donc pas ?" Il ne pouvait y avoir que convergence d'intérêts entre pouvoir tutsi ici et rebelles tutsis là. La connivence et la collaboration souterraines ont été établies de multiples manières.

Objectifs et programme

Le FPR est d'abord un mouvement de réfugiés faisant entendre les revendications de ces derniers en vue d'un droit au retour et à la citoyenneté. Mais absolument personne n'a jamais douté qu'au-delà de ces objectifs il s'agissait là d'un mouvement d'opposition cherchant à déstabiliser le

gouvernement en place et à conquérir le pouvoir. Le fait qu'il s'agit d'un mouvement tutsi ne vient évidemment que renforcer ces hypothèses. Même s'il n'y a pas de filiation directe entre lui et les *inyenzi*, personne ne peut nier la continuité en profondeur. Sa critique du régime de Kigali est totale : dictature, parti unique, élimination des opposants, étouffement de la minorité tutsie, régionalisme au profit du Nord, corruption, détournement de l'aide au développement, etc.

Officiellement le FPR a énoncé un programme politique tout à fait classique auquel tout le monde pourrait souscrire : unité nationale, institutions démocratiques, économie dynamique, efforts en vue de l'industrialisation, lutte contre la corruption, droit des réfugiés à rentrer au pays, droit à la sécurité, coopération interafricaine. Seul l'accent mis par lui sur l'industrialisation contrastait avec le discours essentiellement paysan du régime de Kigali. Mais le FPR ne représentait en aucune manière les Tutsis en général, ni les monarchistes, ni surtout les "petits" Tutsis restés au pays, soucieux depuis des décades d'y trouver leur place et un terrain d'entente avec la majorité hutue, y compris par des intermariages, et souffrant d'être accusés de compromission par les extrémistes. Beaucoup d'entre eux ressentaient le FPR comme une menace mortelle et en avaient donc très peur. On comprend mieux cette attitude aujourd'hui. Une des personnalités les plus éminentes de la famille royale résidant à Butare a supplié avec la plus grande insistance les exilés d'arrêter leurs attaques.

Le FPR a fait un effort considérable pour se présenter comme un mouvement purement politique, en rébellion contre un régime tyrannique, soucieux de transcender les clivages dits "ethniques" et d'instaurer enfin au Rwanda une alternance dynamique crédible. Par la nomination à sa tête du Hutu Kanyarengwé, après la singulière conversion de ce dernier, il voulait signifier aux gens non informés ou aux naïfs qu'il n'était pas un mouvement tutsi. On peut constater journellement, en lisant la presse occidentale, même dans les meilleurs de ses organes, combien l'influence de l'émigration est grande et sa propagande efficace. L'intoxication est quasiment générale. Les Rwandais au pays en ont beaucoup voulu à la Radio belge, à Radio France Internationale, à la Voix de l'Allemagne et même à Radio-Vatican pour leur

partialité. Manifestement toutes les institutions (politiques, scientifiques, religieuses, journalistiques) ou se distille l'information, sont on ne peut plus efficacement infiltrées. On demeure même étonné que la France officielle (socialiste) ait su si longtemps résister à cette emprise, contrairement à la Belgique ou aux pays anglo-saxons.

Mais derrière les rideaux de fumée ainsi dressés, quelles étaient les motivations effectives ? La psychologie de l'exilé est toujours particulière, quel que soit le contexte historique, et on serait mal venu de lui reprocher de chercher à revendiquer le droit au moins moral de pouvoir retourner un jour dans son pays, surtout si par un maladroit activisme il se fait détester là où il est. Mais on sait aussi qu'en l'occurrence le nombre de ceux qui réellement désiraient revenir était relativement restreint. Il ne s'agissait donc pas que de cela.

Un tout autre son de cloche fut exprimé en 1991 dans une lettre ouverte par Shyirambere Jean Barahinyura, un ancien membre hutu du Comité exécutif du FPR à Francfort, opposant à Habyarimana, mais radicalement hostile à une invasion militaire du Rwanda, après qu'il eut pris conscience d'avoir été manipulé : "Je suis convaincu aujourd'hui que, contrairement à ce qui a été diffusé par le FPR (moi-même inclus) comme quoi le FPR serait une organisation mixte, le FPR a été, et reste, une organisation tutsi avec l'ambition de prendre le pouvoir à Kigali. Les Bahutu, tels que Pasteur Bizimungu, le colonel Alexis Kanyarengwe et moi-même ayant servi en réalité de boucliers contre les accusations éventuelles d'où qu'elles viennent contre le FPR, tendant à montrer à l'opinion tant nationale qu'internationale que le FPR est une association tutsi visant à reprendre le pouvoir au Rwanda et d'y imposer un régime jumeau du Burundi... D'ailleurs le Front est déjà responsable du massacre de populations innocentes, avec la complicité directe du président ougandais et l'implication du Burundi, de la Tanzanie et du Zaïre". Aux yeux de S.J. Barahinyura, le but dernier et non avoué du FPR est d'instaurer au Rwanda un régime monoethnique, ce qui le conduira nécessairement à revenir à un système monopartiste (cité par H. Rossel, p. 34 et 65).

Une chose est évidemment de revenir au pays comme individu, une autre est d'y revenir en force pour prendre le pouvoir ! On peut à ce propos lire dans *Africa International* (mai 1994) :

"Si pour une partie des membres (du FPR), son objectif est le simple retour au pays, la plupart de ses dirigeants rêvent, malgré les dénégations, d'y établir le pouvoir tutsi, dont la légitimité, à leurs yeux, relève quasiment du droit divin... Inconsciemment ou non, un bon Tutsi est un Tutsi au pouvoir."

La guerre

Nous emprunterons encore à G. Prunier, qui semble particulièrement bien informé, une version des faits qui présidèrent au déclenchement de l'attaque de 1990 :

"Le président Museveni, qui appréciait beaucoup Rwigyema, voulait l'envoyer faire des études aux USA. Le "commandant Fred" traîna les pieds et resta en Ouganda. Ayant fait son choix, il accéléra les préparatifs au sein de la National Resistance Army. Malgré un certain état d'impréparation dans certains domaines (logistiques notamment), il décida de passer à l'action au début d'octobre en utilisant les cérémonies de la fête nationale (le 9 octobre) pour justifier les mouvements de troupe auxquels il procédait. Son prestige était encore tel dans l'armée qu'en dépit de son retour à la vie civile, personne ne discutait ses ordres. La conspiration était facilitée par le fait que son ami Paul Kagamé avait été promu directeur intérimaire de la Sécurité militaire et qu'à l'abri de ce poste il procédait à des déploiements de moyens parfaitement illégaux. Le contrôle des services informatiques de l'armée et le fait que la garde personnelle de Museveni était largement composée de Banyarwanda jouèrent aussi un rôle important (la garde personnelle du président passera au Rwanda le 1er octobre en emmenant avec elle ses véhicules et notamment deux voitures radios complètement équipées).

"Certains Ougandais se doutaient de ce qui se préparait et tentaient de prévenir l'action par crainte des conséquences internationales. Ses adversaires parvinrent à faire envoyer Kagame aux USA pour un cours de perfectionnement peu

de temps avant la date fixée pour l'attaque. Afin de ne rien éventer, il accepta de partir...

"A ce point, la question se pose évidemment de savoir jusqu'à quel degré le président Museveni était au courant de ce qui se tramait. Il semble qu'il faille éliminer les deux réponses extrêmes que constituerait sa totale ignorance ou sa totale complicité. La position était beaucoup plus complexe. Arrivé à ce point, il connaissait l'existence du FPR et de ses projets. Mais il continuait à penser pouvoir parvenir à une solution négociée avec Kigali. Par ailleurs, la rumeur d'une attaque rwandaise, entretenue depuis le complot maladroît de 1986, était devenue un tel lieu commun (tous les Banyarwanda en parlaient ouvertement... cette rhétorique avait fini par prendre des allures de folklore) que plus personne, et sans doute pas le président lui-même, n'y croyait plus. *In fine*, Museveni comptait sur son autorité personnelle et le respect qu'avaient pour lui les principaux leaders du FPR pour éviter qu'ils ne l'embarrassent gravement sur le plan international par une action inconsidérée. Il se trompait. Le 29 septembre 1990, profitant du départ simultané des présidents Museveni et Habyarimana... les éléments rwandais de la National Resistance Army mettaient en œuvre un programme de désertions massives et commençaient à se diriger vers la frontière. Dans la journée du 1er octobre, ils passaient à l'attaque.

"Le nombre des déserteurs était d'environ 2500. Un noyau réduit d'officiers de la NRA les commandait. Il y avait un général, Rwigyema lui-même, commandant en chef, un lieutenant-colonel (Adam Waswa...) et cinq commandants (Peter Bayingana, Chris Bunyenyezi, Stephen Ndaguta, Paul Kagame - alors aux USA - et Sam Kaka). A cela s'ajoutaient une quinzaine de capitaines et une centaine de lieutenants et de sous-lieutenants. Le matériel qu'ils emmenaient avec eux était assez important : des mortiers de moyen calibre, des canons tractés russes ZUG, des lance-roquettes BM-21 et un certain nombre de véhicules 4x4. Mais pas d'artillerie lourde ni de blindés. Les quantités de munitions étaient faibles, car beaucoup s'attendaient à une courte guerre-éclair qui ferait s'effondrer le régime Habyarimana en quelques jours. Les attaquants, très peu conscients des vieux problèmes Hutu-Tutsi qu'ils attribuaient aux "manipulations de la dictature" et sûrs d'être "politiquement corrects", s'attendaient à être

accueillis en libérateurs par les populations civiles. Tout de suite les choses tournèrent mal" (p. 33).

Il s'agit là d'une des versions. D'autres ont été avancées, mettant Museveni beaucoup plus directement en cause. La connivence semblait se confirmer par la suite, alors qu'il était président en exercice de l'Organisation de l'Unité Africaine. Certains n'hésitaient pas à voir derrière lui la main de la Lybie. Voici par exemple ce qu'écrit le journaliste new-yorkais Frank Smyth (*Courrier International*, 183, mai 1994) :

"Il est vrai que l'Ouganda ne s'est pas contenté de rester sur la touche durant le conflit, bien que son gouvernement le nie catégoriquement. Tout le monde en Ouganda était au courant de l'invasion imminente en 1990, lorsque les soldats tutsis de l'armée ougandaise firent des adieux publics à leurs familles et leurs amis. Ils ont fait deux jours de route avec leurs armes, au vu et au su des autorités ougandaises, puis se sont rassemblés dans un stade de football à Kabalé, à environ 350 km au sud-ouest de Kampala et juste au nord de la frontière rwandaise. Ils étaient équipés de mines, de roquettes, de mortiers de 60, de canons sans recul et de lance-roquettes Katioucha. Selon des diplomates occidentaux, des observateurs militaires internationaux, des officiers ougandais et des témoins qui ont assisté au déchargement de caisses de kalachnikovs, l'Ouganda a bien volontiers fourni d'autres armes, des batteries, des vivres et des munitions au FPR tout au long de la guerre."

Voici une rapide chronologie des événements qui s'en suivirent :

- Le 1er octobre, dans l'après-midi, le poste frontière de Kakitumba fut attaqué par une cinquantaine d'hommes.
- Le 2 octobre, Fred Rwigyema fut tué, mais sa mort a été tenue cachée. L'armée ougandaise dressa des barrages pour empêcher d'autres Rwandais de rejoindre la rébellion. Ils arrivèrent donc en retard et en ordre dispersé, sans le matériel qu'ils étaient chargés d'amener. Le gouvernement rwandais proclama l'état de siège et instaura le couvre-feu.
- Dans la nuit du 4 au 5 octobre, l'armée rwandaise dut, selon les uns, faire face à une attaque de rebelles infiltrés à Kigali même, selon d'autres à une tentative de coup d'État, et

selon une troisième version (celle du FPR) elle se livra à une mise en scène guerrière, avec beaucoup de détonations mais sans victimes, pour provoquer l'intervention française conformément aux accords passés, justifier les rafles, les arrestations et les appels à la délation à l'encontre de tous ceux qui se seraient infiltrés dans le pays.

- Le 17 octobre, rencontre au sommet à Mwanza des présidents Mobutu, Museveni, Habyarimana et Mwinyi (Tanzanie).

- Du 23 au 26 octobre : nouvelle rencontre au sommet des présidents Mobutu, Habyarimana, Museveni et Buyoya sous l'égide de la Communauté Économique des Pays des Grands Lacs.

- Fin octobre : une contre-attaque gouvernementale fit plusieurs centaines de morts dans les rangs des rebelles, dont deux chefs majeurs, P. Bayingana et C. Bunyenyesi. Le fait de devoir manœuvrer à champ découvert ne réussissait pas à des troupes formées à la guérilla.

Le détachement de parachutistes français arrivé à Kigali ne participa pas directement aux combats, contrairement aux troupes zaïroises envoyées sur le front et qui s'illustrèrent à tel point par leurs pillages que le gouvernement rwandais lui-même en demanda discrètement le retrait. Le détachement belge fut rapatrié très rapidement suite à des débats houleux dans le pays. Pour le FPR les choses étaient mal parties. Paul Kagame, rentré d'urgence des États-Unis, trouva une situation désespérée. Du parc naturel de l'Akagera où ils s'étaient réfugiés il fit passer les combattants dans la zone des volcans, donc en haute montagne, où le froid, l'humidité, le manque de nourriture et des conditions générales très difficiles firent de nombreuses victimes. La prise de Ruhengeri du 23 au 25 janvier 1991 marqua un dernier sursaut ; certains prétendent qu'elle n'a été rendue possible que du fait de dissensions internes à l'armée rwandaise. De la perspective d'une simple promenade militaire il fallait passer à celle d'une guerre longue. Le front se stabilisa, les escarmouches étant suivies de proclamations de cessez-le-feu aussitôt violées par les uns et les autres. L'accord signé à N'Sele au Zaïre en avril 1991 conduisit à la mise sur pied d'un Groupe d'Observateurs Militaires (GOM) pour en superviser l'exécution. Le FPR annonça dans les médias étrangers qu'à partir du 5 août il pratiquerait un cessez-le-feu unilatéral, mais choisit ce même

jour pour effectuer une attaque en profondeur au Mutara. En août, le général tanzanien Mbita reconnut que la mission du groupe d'observateurs avait échoué. A la rencontre de Gbadolite, au Zaïre, le 15 septembre 1991, une nouvelle commission de quinze officiers nigériens et de quinze officiers zaïrois fut constituée.

La mort de Fred Rwigyema (il avait 34 ans), et le fait qu'elle ait été tenue cachée, a provoqué de nombreuses supputations et des rumeurs de toute sorte. Pour les uns il aurait été tué par deux autres officiers lors d'une dispute, et ces derniers auraient à leur tour été abattus par leurs camarades. Selon d'autres, l'un de ces officiers fut interviewé bien après par un journaliste ougandais, et était donc vivant, et aucune tension ne semblait régner dans l'état-major. Il succomba cependant par la suite, et des liens de cause à effet furent établis par la contre-propagande gouvernementale. Selon G. Prunier, Rwigyema fut tué quasi accidentellement, mais sa mort provoqua une telle panique qu'on la garda secrète. Par la suite on l'attribua à plusieurs autres causes, ce qui parut suspect. Il revint à Paul Kagamé de reprendre le flambeau.

Entre l'attaque d'octobre 1990 et celle d'avril 1994, l'armée du FPR était passée de 3000 hommes environ à près de 20000. D'où venaient toutes ces recrues ? Les origines étaient fort diverses :

- Des retardataires désertant l'armée ougandaise rejoignirent le gros de la troupe.

- Le mouvement se livra à un recrutement intensif dans les collèges du Burundi, de Tanzanie ou d'Ouganda où il y avait de nombreux jeunes Tutsis, avec des méthodes parfois fort contraignantes. Tous les Français qui ont regardé la télévision auront été frappés par l'extrême jeunesse de certains de ces soldats, au point que cette armée pouvait ressembler à une colonie de vacances pour adolescents où l'on jouait à la petite guerre sous la conduite que quelque vieux moniteur barbu à la Che Guevara.

- Il y eut aussi de nombreux jeunes Tutsis du Rwanda même qui rejoignirent les rangs du FPR. Si lors des massacres les milices s'en sont prises à certaines familles, c'était parfois parce qu'on savait qu'un membre se trouvait dans le camp ennemi.

- A. Kanyarengwé, originaire du Nord du pays, fit venir un certain nombre de jeunes Hutus pour donner corps à sa propre influence au sein du mouvement.

- Enfin, comme Museveni démobilisait une partie de ses troupes pléthoriques, un certain nombre d'Ougandais rejoignirent le FPR comme mercenaires.

Une discipline de fer régnait dans cette armée. Des séances d'endoctrinement idéologique étaient organisées quotidiennement. Tout manquement à un ordre donné pouvait être puni d'une exécution immédiate. Un serment de fidélité (*ukurahira*) liait les combattants.

Qu'au sein du FPR il y ait eu une sorte de division du travail en fonction des tendances en présence apparaît clairement au travers des événements : ceux qui étaient pour la négociation négociaient, pendant que les radicaux préparaient la guerre et attaquaient en dépit des accords conclus par les autres, trouvant toujours des arguments pour justifier leurs interventions. En dernier ressort, c'était le chef de guerre Paul Kagamé qui l'emportait.

De nombreux témoignages font état de massacres perpétrés sur les populations civiles par les soldats du FPR, surtout dans le Nord et dans l'Est du pays (cf. les cadavres qui ont encombré le Lac Victoria et qu'a montrés la télévision française). Il est arrivé qu'ils tuent indistinctement tous ceux qu'ils trouvaient. Ailleurs on n'éliminait que les civils soupçonnés de collaboration avec le régime et les prisonniers de guerre. On réquisitionnait aussi les paysans pour servir de porteurs aux troupes. Mais de cela les médias n'ont guère parlé puisqu'ils se laissaient guider par la propagande du FPR. Les organismes qui militent pour les droits de l'homme n'ont guère été admis à enquêter librement sur le territoire qu'il occupait, ce qui rend évidemment très unilatéraux leurs rapports. Ces massacres sont niés systématiquement. C'est tout juste s'il a été admis que les trois évêques tués à Kabgayi l'ont été par des soldats du FPR. Voici à ce sujet ce qu'écrit un témoin familial des camps de réfugiés :

"De tous ceux qui vivaient sur les collines, beaucoup ont été massacrés par l'un ou l'autre parti et les autres se sont enfuis vers la Tanzanie. Tous ceux qui restent ont été regroupés dans des camps par le FPR, par raison de sécurité.

dit-on. En réalité, le FPR est en train d'éliminer tous ses ennemis, d'une manière plus discrète que les milices des extrémistes hutu ; ils enquêtent sur le passé politique des gens qui sont là, et tous ceux (en particulier les élites) qui ont été en faveur du MRND sont éliminés sans pitié... J'ai dit un jour à un homme du FPR : "Il y a quand même des gens du parti d'Habyarimana qui n'ont jamais fait de mal". L'homme m'a répondu : "Ceux qui ont fait partie du MNRD doivent disparaître". On a chaque jour de nouvelles preuves que c'est là une politique systématique, quoique les gens du FPR soignent leur propagande et se présentent comme des "libérateurs" du pays, comme ceux qui vont faire régner l'ordre après les massacres aveugles des miliciens.

"D'autre part, j'ai pu constater que de grands camps de "déplacés" ont disparu. Ils étaient peut-être 250000 dans la région où nous étions et maintenant, plus personne. Ceux du FPR m'ont dit que les "déplacés" sont retournés chez eux, mais c'est impossible, car partout les maisons ont été détruites... Personne aujourd'hui ne peut dire où sont passés ces milliers de gens ni s'ils sont encore en vie... (Dans un autre camp) j'ai vu des vieux et des vieilles, des pères et mères de famille avec de tout jeunes enfants, mais pas de jeunes. Beaucoup ont été enrôlés dans l'armée rwandaise et dans les milices ; d'autres se sont enfuis pour échapper au FPR. Ceux qui ne se sont pas enfuis ont été enrôlés dans l'armée du FPR où ils reçoivent des rudiments de formation militaire ; ils apprennent à manier un fusil et à tirer ; en cas de contre-attaque, ils se font tuer comme des mouches...

"Du côté du FPR comme de l'autre, l'aide humanitaire est presque bloquée. On dit qu'il y aurait 10000 tonnes de vivres à Kigali, mais il est actuellement impossible de les faire parvenir à ceux qui meurent de faim, parce que les armées veulent prendre leur part et surtout s'opposent au départ des convois en disant : "Cela va servir à nos ennemis"."

Une offensive menée en février 1993 permit au FPR d'occuper les plantations de thé de Mulindi, privant ainsi le gouvernement d'une importante source de revenus.

Après les accords d'Arusha et leur non application en 1993, les hostilités ont repris pour de bon. Entre temps, les forces gouvernementales étaient devenues une armée de près de 35000 ou 40000 hommes. On sait le rôle joué par les

instructeurs français et que des livraisons d'armes furent financées secrètement par la France. A deux reprises, en 1990 et en 1993, il n'est pas faux de dire que celle-ci a frustré le FPR de sa victoire. On peut donc comprendre qu'on lui en ait voulu à mort... On n'est d'ailleurs pas tout à fait au clair sur cette intervention : les parachutistes et autres hommes en uniforme que l'on montrait ne formaient que la partie visible de l'iceberg. Les "experts" français semblent avoir été beaucoup plus nombreux que ce qui était dit officiellement, et il n'y a plus de doute aujourd'hui qu'ils sont intervenus à plusieurs reprises directement sur le terrain, contrairement à ce que pouvaient stipuler les accords d'assistance.

Conclusion

Quand on regarde après coup toute cette tragique histoire, on demeure stupéfait de voir, non seulement que le succès militaire de cette rébellion tenait à si peu de chose, mais qu'elle-même a été engagée avec une légèreté et sur la base de faux calculs qui laissent pantois. Ces hommes se sont mis en mouvement mus par les ressorts propres à la psychologie profonde de l'exilé quel qu'il soit, mais à partir d'un mythe, d'une image totalement déphasée et irréaliste de ce qu'était le Rwanda et de ce qui s'y passait. Quand on voit le prix qu'il a fallu payer pour parvenir à un résultat plus que douteux, on se pose la question de savoir si vraiment il n'y avait pas, de part et d'autre, moyen de traiter ce problème autrement. Certes le FPR a gagné, mais jamais dans sa longue histoire le groupe tutsi n'a connu une telle saignée, jamais il n'a été aussi peu nombreux au Rwanda, et on peut se demander si ce n'est pas lui qui apparaîtra lors du bilan comme le grand perdant. Il y a des victoires apparentes qui sont en réalité des défaites. Pyrrhus en savait quelque chose.

Dans *Le Monde diplomatique* du 2 août 1994, D. Bonnet raconte que lors de l'attaque de la prison de Ruhengeri par le FPR, un vieux Tutsi a dit aux combattants : "Vous voulez le pouvoir et vous l'aurez. Mais vous passerez sur un tapis de cadavres. Cela en vaut-il la peine ?" Le vieillard fut retrouvé mort peu après.

En Europe, le FPR a séduit aussi bien des gens d'extrême droite que d'extrême gauche, les uns attirés par ses allures de

mouvement fasciste pur et dur, éventuellement sur fond royaliste, exaltant les valeurs d'une "ethnie" et d'une "race" d'hommes supérieurs, les autres par ses allures de mouvement rebelle à la Mao ou à la Pol Pot, s'attaquant à un pouvoir pourri par l'argent. S'il négociait, c'était "dans l'esprit des "négociations révolutionnaires" chères à Mao-Tse-Toung", écrivait G. Prunier en 1993, comme moyen de propagande, pour donner en apparence des signes de bonne volonté aux yeux de l'opinion internationale et se reposer entre deux combats. Son objectif a toujours été de renverser le régime en place et à aucun moment il n'a accordé une confiance réelle à l'opposition légale.

"Le Front demeure persuadé de la justesse de sa position politique, du caractère secondaire de l'opposition Tutsi-Hutu par rapport aux contradictions sociales, politiques et économiques qui affligent le régime et, à terme, de sa capacité à attirer le soutien des masses rurales hutu" (p.35-36).

Il sera du plus haut intérêt de voir comment il va pouvoir traduire en politique de gouvernement les rêves, positions et principes élaborés en ces années de guerre. Le choc avec la réalité va être rude. L'expérience faite par d'autres mouvements de libération arrivés au pouvoir n'est pas faite pour rassurer.

IX.

1994 : la guerre civile pour de bon

Cela faisait bientôt quatre ans que durait la "promenade militaire" au cours de laquelle l'armée du FPR pensait être follement acclamée en libératrice par les masses laborieuses du Rwanda comme le veut le schéma maoïste, quand s'est produit l'événement qui allait hisser le drame à son paroxysme.

C'est en effet au soir du 6 avril 1994 que tout bascule. Il est 21 heures. Le petit Mystère-Falcon 50 piloté par un équipage français qui ramène le général Habyarimana d'une rencontre avec ses homologues de l'Ouganda, de Tanzanie et du Burundi à Dar-es-Salaam, est abattu par des missiles tirés du sol, de Kigali même, au moment de l'atterrissage, et tombe dans les jardins de la présidence. Les deux chefs d'État du Rwanda et du Burundi (Cyprien Ntaryamira) y trouvent la mort sans que "officiellement" on sache d'où venait ce tir glorieux. "*You know, it was time to solve the matter*", déclara Y. Museveni peu après à un congrès. Périssaient aussi le chef d'état-major et Elie Sagatwa.

Ce fut le déclic. Comme sur un signal longuement attendu, deux processus se sont déclenchés à la manière d'une mécanique bien huilée. D'un côté le territoire était envahi avec une vitesse fulgurante par l'armée rebelle qui se trouva aux portes de Kigali en quelques jours. De l'autre côté, la garde présidentielle, les milices, et derrière elles une bonne partie des forces armées gouvernementales, souvent enivrées à la bière de banane et droguées, commencèrent un massacre méthodique de tous les Tutsis qu'ils pouvaient dénicher et de tous les Hutus modérés qui s'étaient déclarés en faveur d'un compromis, en fonction de listes et de fichiers

soigneusement préparés à l'avance. A leur tête périrent le premier ministre Agathe Uwilingiyimana et ses enfants, réfugiés dans les locaux du PNUD, en même temps que les dix casques bleus belges chargés de les protéger. A l'aide des parachutistes français et belges dépêchés sur place d'urgence, les Occidentaux évacuèrent leurs ressortissants avec diligence et soumission conformément à l'ultimatum que le FPR leur a adressé, et les 2250 Casques bleus de la MINUAR se terrèrent : selon la mission qu'ils avaient reçue, ils ne pouvaient utiliser leurs armes que pour se défendre eux-mêmes et non pour assister des personnes en danger de mort. Une bizarrerie à laquelle on a du mal à s'habituer.

Petit à petit, le pays sombra dans le chaos le plus complet. Tout devenait possible, meurtre, torture, pillage. Plus personne n'obéissait à personne. La machette devenait reine. "On se tuait pour une planche ou un panier de patates", raconte un rescapé. Arrivée en un lieu donné, l'armée officielle exigeait des Hutus de tuer leurs voisins tutsis sous peine de mort. La vie humaine perdait tout prix, toute valeur. Le pire, c'est qu'on s'en prenait même à des enfants, à des nourrissons, froidement, systématiquement, quitte à aller faire le tri dans les orphelinats de fortune. Tout tend à prouver que ce massacre politico-génocidaire était parfaitement planifié à l'avance.

Qui a abattu l'avion présidentiel ? Qui disposait de telles roquettes ? L'enquête sur la boîte noire effectuée à Paris n'a pas été rendue publique. Comme toujours nous aurons deux versions. *Le Soir* de Bruxelles, qui s'est illustré de manière ambiguë dans toute cette affaire rwandaise, a même laissé entendre que l'avion a été abattu par des experts français... La vérité apparaîtra un jour, mais elle est à présent de peu d'importance. Si l'on s'interroge pour savoir à qui profitait le crime, on trouvera une fois de plus une étonnante convergence des intérêts des extrémistes des deux bords, pressés d'en découdre. Des deux côtés le président Habyarimana était perçu comme un obstacle, les uns il les empêchait d'avancer, les autres de massacrer comme ils en avaient envie. *En fait, on voit bien en l'occurrence que la vraie ligne de partage ne sépare pas Hutus et Tutsis, mais gens raisonnables et gens obnubilés par la passion.*

Ce n'est pas le lieu ici d'entrer dans les détails de cette "guerre": tout le monde les a en mémoire. On annonça que Kigali allait tomber d'un moment à l'autre, mais Kigali tint bon plus de deux mois avec acharnement. Pour le reste, ce n'est qu'en quelques rares poches de résistance que l'armée s'est véritablement battue ; dès que le FPR approchait, elle fuyait. On incrimina le manque de munitions du fait de l'embargo qui avait été unilatéralement décrété. Cette explication, qui comme toujours en pareil cas cherche des causes extérieures, est tout à fait insuffisante. Même quand elle avait des munitions en abondance, elle reculait. Son commandant en chef avait péri dans l'avion présidentiel, et elle se trouvait donc décapitée. Mais elle aurait eu amplement le temps de se ressaisir dans les hautes montagnes de la crête Congo-Nil et de passer à la contre-offensive. Numériquement, avec les milices armées, elle était largement supérieure, bien que mal adaptée à la guérilla telle que la pratiquait le FPR. Un mal plus profond la minait : peut-être un sentiment de culpabilité conduisant à des actes manqués et à une sorte d'autopunition, sans doute l'incompétence et l'indiscipline, certainement la division. Les officiers n'étaient pas d'accord entre eux. Ils étaient nombreux à ne pas partager les positions extrémistes. Certains, comme le commandant de la place de Butare, s'étaient opposés aux massacres par les milices et furent déposés. D'autres trouvaient cette guerre sans espoir et absurde, demandaient un cessez-le-feu et un compromis avec le FPR.

A Tunis, l'Organisation de l'Unité Africaine fit comme d'habitude la preuve gesticulante de son impuissance, lança des appels au cessez-le-feu, à l'arrêt des massacres et à l'envoi de troupes de l'ONU. "Une fois encore, écrit A. Bourgi dans *Jeune Afrique* (2 juin), l'OUA aura étalé toute son incapacité à faire face à la moindre de ses responsabilités. Or, à travers l'horreur du Rwanda, c'est l'honneur de plusieurs centaines de millions d'Africains qui est aujourd'hui bafoué." Quant à Edouard Balladur, on lui attribue une phrase bien malheureuse : "Nous avons un devoir sacré d'égoïsme national..."

Un gouvernement intérimaire, qualifié d'"auto-proclamé" par ses adversaires, s'était formé au lendemain du 6 avril sous la direction de Jean Kambanda, du MDR. Cette équipe rassemblait des "faucons" hostiles au partage du pouvoir avec

le FPR. Son siège fut transféré de Kigali à Gitarama puis à Gisenyi. Évoluant dans une ambiance surréaliste, comme détachée des contingences, elle n'eut pratiquement aucune autorité ni aucune efficacité. Il manquait cruellement un leader ayant un minimum de charisme.

Peu à peu, lentement, selon une stratégie du grignotage et du harcèlement par petits groupés, le FPR s'est emparé du pays à partir du Nord et de l'Est : il trouvait devant lui un désert, une terre vide et brûlée. Les populations refluent vers le Burundi et la frontière zairoise, par centaines de milliers, puis par millions. Celles qui n'avaient pu fuir à temps furent elles aussi soumises à d'incroyables sévices de la part du FPR, comme des organisations d'aide ont pu le constater. Un embargo avait été décrété sur les armes qui devaient parvenir à l'armée rwandaise, mais le Front était approvisionné d'Ouganda. Il semblerait que certains journaux de ce pays aient déjà fait état de sa fusion prochaine avec le Rwanda.

On parlait vaguement d'une intervention de Casques bleus sous la forme d'une MINUAR 2. Le Conseil de Sécurité des Nations-Unies commença par réduire à 270 ceux qui étaient sur le terrain, puis décida l'envoi d'un contingent de 5500 hommes, avec une mission purement humanitaire, ne pouvant donc pas s'interposer en cas de massacres ou de combats. L'objectif était de protéger les réfugiés, d'assurer la distribution des secours et éventuellement de créer des "zones humanitaires sûres". Les Etats-Unis, traumatisés par leur récente expérience somalienne, s'opposèrent à la proposition française en faveur d'un éventuel emploi de la force. Les fonctionnaires américains reçurent même pour consigne de ne jamais utiliser le terme de génocide pour échapper aux obligations de l'ONU en pareil cas. On parla vaguement de troupes ghanéennes ou nigérianes. Mais personne ne voulut réellement s'engager. Le Rwanda n'en valait pas la peine. Le FPR, craignant qu'une fois de plus on ne lui volât sa victoire en gelant la ligne de front et en provoquant ainsi une partition du pays, s'est montré hostile à l'intervention de toute force extérieure. Il ne tenait pas non plus à ce que trop de témoins assistent à son action à l'intérieur du pays.

Finalement la France décida d'agir seule, avec un aval de l'ONU obtenu du bout des lèvres et une opinion publique

plus que réticente, en vue d'une mission en temps très limité qui se disait purement humanitaire. En fait, cette opération "Turquoise" était de nature à donner un sérieux coup de pouce à l'armée gouvernementale qui ne sut pas en profiter. Les populations acclamèrent nos soldats, croyant qu'ils allaient s'opposer à la progression du FPR. Quelques milliers de Tutsis purent être sauvés d'un massacre certain.

Au moment où les rebelles dépassèrent Butare, les troupes françaises reçurent l'ordre de leur interdire l'accès au triangle Gikongoro-Cyangugu-Kibuye afin de créer ainsi une zone démilitarisée où les populations civiles pourraient se sentir en sécurité et d'éviter une catastrophe humaine sans précédent du fait de l'afflux de réfugiés terrorisés et démunis de tout aux extrêmes confins du pays. Les organismes humanitaires, hostiles à toute intervention française, boudèrent cette solution et mirent longtemps avant d'entrer en action, perdant ainsi un temps plus que précieux. Le flot des réfugiés déborda rapidement la frontière Ouest et alla s'entasser dans des camps dans la région de Goma et de Bukavou, rançonné par les soldats zairois. Faim, soif, froid, choléra, dysenterie, typhus y causèrent des dizaines de milliers de victimes, alors que la saison des pluies débutait. L'armée gouvernementale décrocha complètement. Mais ses agents restaient présents au milieu des populations semant divers mots d'ordre en faveur de l'exode et de la résistance. Des milliers de militaires se sont regroupés en des camps non loin de la frontière et représentent pour le nouveau régime une menace certaine.

Dès les premiers jours de l'attaque, la presse annonça un génocide de 200000, puis de 500000 personnes. On pouvait craindre qu'il ne s'agisse là d'un effet de propagande de plus de la part de gens qui avaient intérêt à gonfler les chiffres, ceux-ci étant avancés sans que qui que ce fût ait pu dire sur quoi ils étaient fondés, sinon sur une vague évaluation de la population tutsie restée au pays. L'opinion mondiale en fut très impressionnée. Le plus choquant fut d'apprendre que les milices s'en prenaient à des enfants et à des orphelins qui avaient pu être recueillis. Personne n'a réagi pour s'opposer efficacement à cette boucherie absurde. Quant à savoir combien de personnes ont péri sur les routes de l'exode et dans les camps, il est trop tôt pour avancer une évaluation fiable, même si la situation semble s'être stabilisée. On parle

globalement d'un million de victimes, ce qui représente un septième de la population.

Le FPR fit savoir fin juillet qu'il formait à Kigali un gouvernement dont la composition était sans surprise : les postes clés lui revenaient (dix portefeuilles sur vingt-deux), mais les partis d'opposition au président Habyarimana étaient représentés et les leaders hutus étaient même mis en avant. A vrai dire, ils ne doivent pas être très fiers ni se faire beaucoup d'illusions : le pouvoir réel appartient à l'armée et à son chef Paul Kagamé (37 ans). Tout le reste est littérature.

Le président était désigné par le seul bureau du FPR, avec pouvoir de remanier le gouvernement comme bon lui semble. On revint ainsi quelques siècles en arrière quand, selon la légende, les monarques tutsis ont tué les rois du pays, dont les testicules servirent à orner le tambour de guerre emblématique *Kalinga*.

Mais arrêtons là notre tableau des événements. Une nouvelle époque s'ouvrait pour le Rwanda. Vers quel avenir ?

X.

Aspects psychologiques

Pourquoi et comment parler de psychologie ?

Le drame rwandais vient s'inscrire sur la liste de ce que notre siècle a connu de pire. Des peuples ont voulu en rayer d'autres de la carte pour des raisons obscures au sens de ténébreuses, de follement inhumaines, d'extérieures à toute claire raison : Arméniens et Juifs ont fait l'expérience de ce que signifie entrer dans un programme d'extermination. Sous une forme moins spectaculaire mais non moins insidieuse on pourrait y ajouter maint peuple amérindien. D'autres peuples ont été soumis durant des décades à une souffrance que l'on finissait par croire sans fin : pensons aux Palestiniens. Dans d'autres cas enfin, en un sens encore plus cruels, ce sont des peuples qui se détruisaient en quelque sorte eux-mêmes, comme ça, pour avoir raison, pour avoir une misérable part de pouvoir sur d'autres : combien de victimes a fait la folle équipée des Khmers rouges dans ce pays paisible et souriant qu'était le Cambodge ? combien la lamentable guerre de Corée ? combien la guerre civile en Espagne ? combien les années de rébellion au Zaïre, en Angola, au Soudan, en Éthiopie, au Mozambique, au Libéria, en Somalie ? Les morts du Burundi et du Rwanda ne seront pas tout seuls.

Mais aucun carnage ne ressemble à l'autre. A voir de près, chacun repose sur une longue histoire, sur des conflits ouverts ou rentrés dont on peut suivre la lente mise en place durant des années, parfois durant des siècles. Dans le cas qui nous occupe, on a beau vouloir ramener les choses de